

La Chine dans l'économie politique internationale : quelques perspectives d'analyses pour les acteurs de solidarité internationale

La problématique vue de l'AITEC

La croissance économique chinoise nourrit les fantasmes de la plupart des responsables politiques, des entrepreneurs, journalistes, citoyens...

Les taux de croissance apparemment spectaculaires (« à deux chiffres ») annoncés semblent démesurés au regard des performances économiques occidentales, mais quid de la transformation de cette croissance en développement durable, en réduction des inégalités sociales internes ? D'un autre côté l'excédent commercial de la Chine susciterait des tensions : *« Pour Pékin, [il] laisse augurer de nouveaux affrontements avec l'Union européenne et les Etats-Unis, qui vivent de plus en plus mal le creusement de leur déficit commercial avec la Chine, mais également de nouvelles tensions sur leur marché intérieur. L'afflux de devises étrangères, liées aux exportations, continue d'alimenter le trop grand flux de liquidités qui pèse déjà sur l'économie chinoise et vient gonfler, mois après mois, les bulles boursières et immobilières. »*¹

On connaît pourtant mal les moteurs et les implications de ces résultats économiques. Les Etats-Unis et l'Union européenne cherchent par tous les moyens à en maîtriser les conséquences commerciales et financières possibles et menacent la Chine de procédures juridiques et/ou de rétorsions unilatérales si elle ne sévissait pas plus sévèrement contre les violations de la propriété intellectuelle ou si elle n'assouplissait pas les conditions des investissements étrangers sur son sol.

Au nombre des représentations envieuses et/ou angoissées on compte également : le gigantisme du territoire, dont les dynamiques peuvent échapper à nos catégories d'observation et d'analyse, une consommation frénétique d'énergies fossiles, adossée à une présence stratégique accrue dans les zones riches de matières premières dont l'Afrique du sud du Sahara, des banques et des acteurs financiers investissant aux quatre coins de la planète, une relative marginalité vis à vis des espaces et des règles du multilatéralisme, les industries à "forte intensité de main d'oeuvre" dédaignant à grande échelle le droit international du travail...

Il suffit souvent de brandir ces images pour réveiller le spectre de la menace chinoise et, alternativement, d'en appeler à l'esprit de sacrifice des travailleurs face à la concurrence de Pékin pour faire admettre des mesures de politique économique et sociale régressive du point de vue du droit social, ou alors de souligner subtilement l'extrême bonne volonté des gouvernements occidentaux dès lors qu'ils acceptent de se soumettre aux quelques lois et règlements communs définis dans un cadre multilatéral.

Du point de vue des mouvements citoyens, l'approche consiste le plus souvent à caractériser « le modèle de développement » chinois par rapport au capitalisme occidental, puis à en interroger la validité en tant qu'alternative à la mondialisation néo-libérale. La Chine offre aussi des opportunités de coopération « Sud-Sud », en particulier à l'Afrique sub-saharienne, dont on cherche souvent à mesurer les bienfaits réels pour les économies africaines (la question est rarement abordée du point de vue des populations africaines), mais toujours en regard des modalités « classiques » occidentales de coopération.

Mais de la réalité de l'économie chinoise et de son fonctionnement on ne sait que peu de choses utiles à nos campagnes et nos actions... Et il est probable que des représentations aux réalités s'insinuent quelques déformations...

¹ Y.R. « Pékin incapable de freiner son commerce extérieur », Les Echos, 12 juin 2007, <http://www.lesechos.fr/info/inter/4587699.htm>

Thierry Pairault²

On peut utiliser la parabole du conte d'Andersen « Les souliers rouges » pour exprimer la problématique principale de l'économie chinoise actuelle.

[Les Souliers rouges raconte l'histoire d'une petite fille qui rêve de souliers rouges, et qui le jour où elle les obtient, veut les porter contre l'avis de ses parents : elle ne peut plus les retirer et doit se faire couper les deux pieds pour être libérée du sortilège]

Comme la petite fille du conte, la Chine se trouve dépassée par une dynamique (ses taux de croissance spectaculaires) dont par ailleurs elle ne retire pas les vrais bénéfices.

D'abord les taux de croissance chinois ne sont pas exceptionnels : un grand nombre de pays font mieux chaque année.

Or le traitement de la presse est particulier concernant la Chine et ne propose aucune analyse de la réalité qui se trame derrière ces chiffres.

Car un taux de croissance ne résoud pas les problèmes économiques a priori.

- Par exemple en 2006, 15 millions de nouvelles personnes sont entrées sur le marché du travail en Chine alors que seulement 9 millions d'emplois ont été créés, contre les 20 millions qui seraient nécessaires pour assurer l'emploi de tous + 20 millions supplémentaires pour assurer la transformation de l'emploi rural dans le secteur industriel.

- Autre exemple : 9% par an sur 10 ans c'est beaucoup moins que ce que font des pays comme Singapour, Taiwan, la Corée, ou même de ce que le Japon a fait jusqu'il y a peu.

En revanche ce qui est exceptionnel, c'est l'aveuglement des gens : ils analysent les phénomènes qui se rapportent à la Chine à la lumière de leurs propres préoccupations françaises.

La réalité :

- Compte tenu du taux d'épargne chinois (35-40 %, 45 % ces derniers temps), les taux d'investissement devraient être bien supérieurs à ceux qu'ils sont
- Les disponibilités monétaires chinoises se trouvent dans un processus de fuite à la fois vers le secteur informel et/ou vers l'étranger

C'est par le processus d'investissement étranger que la menace chinoise est perçue le plus souvent. Donc comment analyser ce processus ?

Les IDE sont en réalité de natures très différentes :

- Des rachats de PME
- Des rachats de multinationales
- Des investissements en provenance de Hong Kong, qui statistiquement procèdent de la Chine mais ne relèvent pas en réalité de l'économie politique chinoise, mais plutôt du capitalisme occidental
- Des investissements qui sortent clandestinement et reviennent en Chine en bénéficiant des avantages fiscaux octroyés aux capitaux étrangers

Alors on dit que l'économie chinoise serait en état de « surchauffe », en raison de sa croissance très importante, de ses taux d'inflation...

On parle aussi de dévaluation du yuan, mais ce qui est plutôt à l'ordre du jour ce serait la réévaluation.

En fait la surchauffe est réelle dans certains secteurs comme l'immobilier, la construction, mais l'enjeu en matière de politique économique est beaucoup plus sectoriel que celui d'un changement de politique économique et monétaire global.

Concernant le yuan, c'est vrai qu'il est surévalué, même les Chinois le reconnaissent.

² Directeur de recherche au CNRS, professeur à l'EHESS

Alors quelles seraient les conséquences si on le réévaluait ?

A n'en pas douter, ceux qui le demandent (Européens et Etats-Uniens) y perdraient : par exemple les USA, dont les entreprises délocalisées ne pourraient plus importées à aussi bas prix et assurer ainsi la consommation interne et le niveau de vie des Américains.

Là on touche au discours démagogique du gouvernement américain : la réalité c'est que le Trésor US négocie continuellement avec la Chine depuis plusieurs années des procédures de réaménagement des taux de change, et que des changements ont déjà été introduits.

Les Chinois comme leurs partenaires économiques ont tout intérêt à des ajustements progressifs et mesurés du yuan.

On se trouve en réalité face un problème qui relève de la souveraineté chinoise et ses faiblesses. Pour pouvoir gérer efficacement leur monnaie eux-mêmes, ils auraient besoin d'un système financier stable, mais ils ne l'ont pas. Or ils refusent pour autant les thérapies de choc, mais n'ont jamais refusé de participer à des négociations internationales sur le sujet.

Là où la concurrence est la plus vive et la plus palpable c'est sur le marché des matières premières, puisque la Chine est devenue l'atelier du monde. En conséquence la consommation intermédiaire et la production chinoise déterminent fortement le prix des matières premières (ex de l'orge, dont le prix a fortement augmenté ces derniers temps en raison de l'augmentation de la consommation par les brasseries chinoises).

Seulement si on subit la concurrence on en bénéficie aussi.

Sur la menace militaire (cf discours officiel américain pour qui les dépenses d'armement de la Chine manifesterait ses volontés de puissance) : il est vrai que les dépenses militaires chinoises semblent importantes, mais elles ne le sont pas tant que ça par rapport au budget national (la Chine est derrière les USA, la GB et la France)³. Elles n'en sont pas moins faibles par rapport aux dépenses consacrées à l'éducation.

L'ouverture à l'Afrique est aussi ressentie comme une menace. Mais il semble difficile qu'elle prenne véritablement le relais des anciennes puissances coloniales. Elle n'a pas les moyens de mettre en place les mêmes politiques, avec les mêmes moyens. La Chine a le regard d'un commerçant qui cherche des marchés ; il est vrai à cet égard que les commerçants et hommes d'affaires chinois ont progressivement remplacé les communautés d'affaires traditionnellement implantées en Afrique (Libanaise notamment).

En réalité la menace chinoise réside surtout dans notre incapacité à l'aborder ! Dans notre capacité à aborder la Chine autrement que par le biais de clichés et de simplifications. Nous sommes dans une posture de distance culturelle et de construction fantasmagique qui ne nous permet pas de la comprendre, ni de comprendre les processus en cours.

Smail goumeziane⁴

La Chine présente un modèle de croissance particulièrement déséquilibrée, qui repose sur deux moteurs : les exportations et les investissements extérieurs, les deux au détriment du développement du marché interne.

Les déséquilibres territoriaux sont flagrants : 3 régions côtières contribuent à 30 % du PIB chinois, contre 20 % produit par 20 régions intérieures.

On note également un déséquilibre sectoriel très fort au détriment de l'agriculture (, 70 % de la population vit en zone rurale, 50 % de l'emploi est agricole alors que l'agriculture ne produit que 12.8 % du PNB : la productivité agricole chinoise est donc très faible puisqu'un agriculteur chinois nourrit 4 de ses concitoyens, contre 75 pour un agriculteur américain.

³ D'après le Rapport sur le développement humain du PNUD 2004, les USA, la GB, la France et la Chine dépensent respectivement 4, 2,8, 2,6 et 2,4 % de leur PNB aux dépenses militaires en 2004. Mais les dépenses militaires chinoises équivalraient en réalité à 4.5% du PNB.

⁴ Professeur associé à Paris Dauphine, membre de l'AITEC

En réalité le premier secteur de l'économie chinoise est le secteur étranger : celui-ci correspond à ¼ du PIB, représente 40 % de la croissance annuelle, 1/3 de la production industrielle et 75 % des créations nettes d'emplois.

La croissance chinoise est anti-sociale : le coût du travail en Chine est dérisoire, de l'ordre de 0,5 \$ de l'heure, soit dix fois moins que dans les prisons françaises. Les conditions de travail sont extrêmement précaires, il n'existe pas partout de contrat de travail, les conditions de sécurité sont mauvaises, on dénombre des cas d'esclavage rural.

Le revenu des ruraux est 3 fois inférieur à celui des citadins.

Les inégalités sociales sont extrêmement fortes, et violentes : le chômage est très important et 650 millions de Chinois (principalement paysans) vivent avec moins de 2 \$ par jour.

La consommation chute et les phénomènes d'épargne et de thésaurisation augmentent : la consommation chinoise équivaut ainsi à celle de l'Italie, qui est 20 fois moins peuplée !

Les budgets sociaux (santé, éducation, protection sociale) sont en chute libre (ensemble ils atteindraient à peine 4% du PNB) et plus de la moitié des dépenses de santé sont couvertes par les finances personnelles.

La croissance urbaine est quant à elle très forte. Il y aura plus de 300 millions de nouveaux urbains d'ici 2015. La spéculation foncière est effrénée, et conduit à des démolitions et des expulsions fréquentes. Les dégâts écologiques causés par cette croissance urbaine, qui s'accompagne d'une explosion du transport automobile, de la concentration des problèmes d'assainissement etc sont très préoccupants. Seize des vingt villes les plus polluées au monde sont en Chine.

Le territoire connaît un processus de désertification très rapide, et les forêts disparaissent à très grande vitesse.

Parallèlement la Chine est véritablement intégrée à la globalisation et ses flux. Les flux commerciaux en provenance de Chine représentent 1/3 du marché européen. Les relations financières avec les USA sont très étroites (la Chine est connue pour placer ses réserves dans les bonds du trésor américain et a la réputation de faire vivre l'Amérique à crédit).

Mais la Chine est au cœur de l'échange inégal, puisque les capitaux sont aussi mobiles que le facteur travail est immobile (limitation des mouvements de populations villes-campagnes).

Les salaires connaissent une pression à la baisse et la plus grande part des bénéfices économiques issus de l'intégration au marché mondial vont aux multinationales (la Chine est ainsi la 4^e source de profit des transnationales américaines). En revanche les entreprises chinoises sont peu rentables, voire même déficitaires.

Certes les taux de croissance affichés par la Chine passent pour spectaculaires (Chine 4^e puissance économique mondiale et en passe de devenir la première puissance commerciale au monde) mais :

- ramené au nombre d'habitants (PIB/tête d'hab), la Chine est au 157^e rang mondial
- au classement de l'indice de bien être, la Chine est 167^e

On parle de dynamique de rattrapage des puissances occidentales en réalité les écarts se creusent si l'on raisonne en parité de pouvoir d'achat, qu'il soit ramené au PIB dans son ensemble ou par habitant.

Le PIB du reste ne sera multiplié que par deux d'ici 2020, ce qui est peu.

Cela pose la question du modèle de développement chinois, de ses caractéristiques et de sa validité comme modèle transposable aux autres pays en développement ou émergents.

Sébastien Godinot⁵

⁵ Chargé de campagnes « Responsabilité des acteurs financiers » aux *Amis de la Terre France*.
finance@amisdelaterre.org

I. Etat des lieux : réalité ou mythe de la « menace » chinoise ?

1. Chine à l'horizon : affolement général des pays riches

La « menace » chinoise (ou présentée comme telle) est devenue quasi-omniprésente : en l'espace de deux ans, les Amis de la Terre ont noté que les différents acteurs suivants présentent l'émergence d'acteurs chinois comme une menace en matière environnementale et sociale :

- Pierre Duquesne, administrateur français à la Banque mondiale ;
- Philippe Maystadt, directeur de la Banque Européenne d'Investissement, dans le Financial Times ;
- Plusieurs responsables de la DGTPE (Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique) au Ministère de l'Economie et des Finances ;
- le groupe de Crédit Export de l'OCDE.
- Alstom ;
- le Crédit Agricole (et plus précisément Calyon, sa filiale de financement et d'investissement internationale).

Alors que ces acteurs ont des positionnements et des mandats a priori extrêmement différents, leur présentation de la « menace » chinoise était étonnamment toujours la même : les bailleurs et entreprises chinois sont désormais largement présents sur les marchés internationaux ; ils exercent une pression à la baisse sur les normes sociales et environnementales, la transparence et la participation des sociétés civiles car leurs préoccupations en la matière sont proches de zéro ; donc nous ne pouvons quant à nous renforcer nos propres normes en la matière sinon nous perdrons les marchés, et les populations et l'environnement seront perdants.

2. Une présence croissante de la Chine à l'échelle mondiale

L'accès à l'information est un problème récurrent au sujet de l'économie et des entreprises chinoises. Les données avancées dans le présent document doivent être considérées avec prudence.

Quelques chiffres

En 2005, la Chine est devenue la 4ème puissance économique mondiale, passant devant l'Italie, le Royaume-Uni et la France. En 2006, la Chine enregistre un PIB de 2 688 milliards de dollars.

Un débat re-surgit périodiquement sur l'ampleur de sa croissance économique : la Chine présente des chiffres officiels de +9,3 % pour l'année 2005 (+10,7% pour 2006), mais des experts occidentaux la chiffrent à +16%. La différence tiendrait notamment à une valorisation différente des activités de services. Ce taux de croissance effréné, un des plus forts du monde, est dû aux investissements et aux exportations mais peu à la consommation intérieure.

Les exportations ont plus que doublé en quatre ans, pour atteindre 593 milliards en 2004. L'excédent commercial chinois était de 32 milliards de dollars en 2004 ; il est passé à 115 en 2005. Selon Reuters, il atteint sur les 12 derniers mois (juin 2006 – mai 2007) le chiffre record de 217 milliards de dollars. Ses exportations de biens et marchandises représentent environ 40 % du PIB, contre 32% en Corée du Sud et 15% aux Etats-Unis ou en Union Européenne.

L'essentiel de ce commerce se fait avec la zone régionale (Japon, Corée) mais il est à noter une forte augmentation des échanges avec les États-Unis et l'Europe. Au cours de l'année 2004, les exportations et les importations chinoises ont augmenté de 36 %. La France est le 11ème client de la Chine et son 14ème fournisseur. Ses plus gros clients sont les Etats Unis, suivis de Hong Kong, du Japon, de la Corée du Sud et de l'Allemagne. Ses plus gros fournisseurs sont le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, les Etats-Unis et l'Allemagne.

La Chine a accumulé des réserves colossales d'environ 900 milliards de dollars.

Une montée en puissance financière

- Les réserves chinoises lui permettent de contribuer largement au financement du déficit abyssal des Etats-Unis, premiers clients de la Chine. Cette situation atteint un niveau de déséquilibre non durable. Les Etats-Unis exercent une pression politique croissante sur la Chine (et la menacent de sanctions) pour la réévaluation de sa monnaie, qui contribuerait selon eux à résorber le déficit commercial béant du pays envers la Chine.

Des experts financiers ne partagent pas cette analyse du gouvernement fédéral américain, simpliste à leurs yeux.

- Autre élément significatif, la puissance financière chinoise lui permet de se positionner sur la scène internationale :
 - La Chine a été admise en mars 2007 à rentrer dans le capital de la BID (Banque Interaméricaine de Développement) ;
 - La Chine développe des coopérations bilatérales : elle va mettre en place au Venezuela un fonds spécial doté de 6 milliards de dollars, dont 4 apportés par Pékin et 2 par Caracas, destiné à investir dans les infrastructures non pétrolières ⁶.
- L'administrateur français à la Banque mondiale, M. Pierre Duquesne, a estimé à plusieurs reprises que la Chine devait devenir un pays donateur (selon les critères de l'OCDE en terme d'Aide au Développement).
- La stratégie du gouvernement chinois « Go out », qui encourage les entreprises chinoises à se développer à l'international, a été formalisée dans le dixième Plan quinquennal (2001-2006). L'obstacle principal a été le manque de financement. Pour y remédier, le gouvernement a développé les activités de son agence d'assurance-crédit aux exportations (China Export Import Bank), créé une nouvelle agence de financement à l'international (Sinosure), et développé les activités de prêt à l'étranger de la China Development Bank ⁷. Il est très probable que ces agences de crédit à l'exportation se classeront rapidement parmi les plus importantes du monde en volumes de projets garantis.

Des investissements assez ciblés

En 2005, les activités des entreprises chinoises se sont développées dans 200 pays et régions du monde. L'investissement à l'étranger dépasse 200 milliards \$.

Les secteurs minier et manufacturier représentent 29% de ces investissements. Selon la Banque mondiale, la moitié des investissements chinois à l'étranger concernent les ressources naturelles en Amérique du Sud.

Toujours selon la Banque mondiale, les banques chinoises sont désormais les principaux bailleurs en Afrique.

Il semble que les investissements à l'étranger de la Chine étaient jusqu'à une période récente assez limités à certains secteurs :

- ressources naturelles et industries extractives (mines, fossiles) ;
- infrastructures, BTP (où les entreprises chinoises emportent en outre la main d'oeuvre chinoise : exemples du Maroc, du Cameroun, de l'Algérie).

Il est probable que les investissements chinois se dirigeront vers un nombre croissant de secteurs.

II. Dépasser les idées reçues et analyser les responsabilités de chacun

Si plusieurs des chiffres précédents sont vertigineux, il est nécessaire de nuancer largement les analyses au sujet de la Chine. Les Amis de la Terre ont noté depuis deux ans qu'un nombre croissant

⁶ Le Monde du 15 mai 2007

⁷ Voir le rapport *Time to go green : Environmental responsibility in the Chinese banking sector*, Friends of the Earth US, mai 2007

d'acteurs français publics et privés mentionnent la Chine comme un facteur de blocage de leurs propres normes sociales et environnementales. Les acteurs français seraient donc de bonne volonté et la Chine la cause des blocages.

Multinationales : la Chine extrêmement peu présente aujourd'hui

Classement 2006 par Fortune ⁸ des 500 premières entreprises mondiales (en fonction du chiffre d'affaires et des bénéfices) : seulement 3 entreprises chinoises figurent parmi les 100 plus importantes (Sinopec, State Grid et China National Petroleum), et seulement 20 entreprises chinoises parmi les 500 plus importantes.

Classement 2006 par Forbes ⁹ des 2000 premières entreprises mondiales (en fonction du chiffre d'affaires, des bénéfices, de l'actif et de la capitalisation boursière) : aucune entreprise chinoise dans les 40 les plus importantes ; 5 entreprises chinoises dans les 100 plus importantes ; 11 entreprises chinoises dans les 500 les plus importantes ; 17 entreprises chinoises dans les 1000 les plus importantes.

Exportations chinoises : les multinationales étrangères ont la main

La présence des entreprises étrangères sur le sol chinois est en grande partie à l'origine de la forte accélération de la croissance des exportations. Elles ont attiré la main-d'œuvre qualifiée dans les zones côtières où elles se sont implantées. Seulement 41 % des exportations chinoises proviennent d'entreprises intégralement chinoises. **Aujourd'hui, 39 % des exportations en provenance de Chine sont réalisées par des entreprises dont le capital est à 100 % étranger et 20 % sont le fait de partenariat entre les sociétés étrangères et les sociétés chinoises** ¹⁰.

La Chine continentale entretient son attractivité pour les entreprises avec une main d'œuvre bon marché, non syndiquée et docile. Un ouvrier non qualifié en Chine coûte environ 1\$ US par heure, bien en-dessous des minima des pays industrialisés. La non-organisation des ouvriers chinois est un bénéfice substantiel pour les employeurs, qui y trouvent une flexibilité d'emploi impossible à mettre en œuvre dans les démocraties libérales censées pourtant être moins sociales. Le revenu moyen annuel d'un ouvrier chinois est de 1 300 US dollars.

Les entreprises multinationales sont aujourd'hui très majoritairement issues des pays riches. Elles exercent un lobbying sur les pouvoirs publics en faisant valoir leurs intérêts privés. Cette situation joue aussi en Chine, comme le reporte l'article joint en annexe qui détaille la pression

Le double langage des multinationales occidentales

Une partie des entreprises occidentales bénéficient de l'explosion économique chinoise en attirant de nouvelles clientèles.

En outre, une partie des entreprises françaises contribuent à l'explosion de la puissance économique chinoise par :

- leur développement en Chine (investissements, joint venture, filiales, partenariats, fusion-aquisition..) ;
- sous traitance, fournisseurs, filières d'approvisionnement, et délocalisations.

L'exemple du barrage des Trois Gorges

⁸ Voir http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2006/full_list/

⁹ Voir http://www.forbes.com/2007/03/29/forbes-global-2000-biz-07forbes2000-cz_sd_0329global_land.html

¹⁰ *Le Monde*, 23 mai 2006

Situé en Chine, le barrage des Trois Gorges est le important du monde. Sa puissance sera de 18200 MW, avec un mur de 181 m de haut et 2,3 km de long. Le barrage est située à Sandouping, dans la province de Hubei dans la Vallée des Trois Gorges. Le barrage est situé sur la partie médiane du fleuve Yangtze (Changjiang). Le réservoir du barrage, une fois rempli, mesurera 660 km de long et 1084 km².

Projet titanesque, le barrage est immensément critiqué à la fois au niveau international et en Chine même : il noiera 13 villes et 4500 villages et déplacera de force 2 millions de personnes ; il engloutira 162 sites archéologiques dont certains parmi les plus importants de Chine. Les violations des droits humains sont brutales et massives. Les réinstallations se font parfois à la matraque et au bulldozer, la police a fréquemment utilisé la force face aux protestations des villageois, et un climat d'intimidation règne. Aucun mécanisme de recours indépendant n'existe. Les promesses du gouvernement chinois de fournir emplois et terrains ne sont pas tenues. Les personnes déplacées doivent parfois acheter des habitations à un coût très supérieur à la compensation qui leur a été offerte. Le barrage est supposé lutter contre les crues mais le président du projet Lu Youmei a admis que le barrage n'était pas la réponse aux inondations, dues principalement à la déforestation intense. Enfin, la corruption mine le barrage. En décembre 2005, Du Jiang, un fonctionnaire de la région de Wushan, a été condamné à mort pour le détournement de 512 300 \$ d'argent public destinés à la réinstallation des populations déplacées. D'autres affaires sont en cours.

Le financement inclut de nombreux acteurs chinois, plusieurs agences de crédit à l'exportation (dont la **Coface** en France) et un très grande nombre de banques commerciales : **BNP a fourni un prêt de 94,8 millions à GEC-Alsthom en 1997 ; la Société Générale et Crédit Agricole Indosuez sont également impliqués** ¹¹.

Parmi les bénéficiaires du projet, on compte donc Alstom et trois banques françaises. Au premier rang des victimes figurent les populations locales des 13 villes et 4500 villages engloutis.

L'investissement croissant des banques occidentales en Chine

Les banques occidentales investissent massivement en Chine (dans la limite de la réglementation). Goldman Sachs, Bank of America, Royal Bank of Scotland et de nombreuses autres ont investi plusieurs milliards de dollars dans le pays ¹². Pour la France, BNP-Paribas possède 19,2 % de Nanjing City Commercial Bank.

Ces investisseurs acquièrent mécaniquement des responsabilités sociales et environnementales en même temps que des parts financières. Il ne semble pourtant pas qu'ils s'en préoccupent : les Amis de la Terre n'ont trouvé aucune déclaration ou engagement social et environnemental des banques occidentales s'implantant en Chine et spécifique à ce pays, malgré les problèmes connus en la matière.

L'exemple d'Alstom au Soudan

Alstom se positionne en France comme une entreprise leader du développement durable, célèbre notamment pour le TGV et les transports publics (métros, tramway). Mais Alstom est également un des leaders mondiaux des turbines hydrauliques de grande puissance. A ce titre, l'entreprise est impliquée dans de nombreux grands barrages, et notamment le barrage controversé de Merowe au Soudan ¹³. Ce dernier va occasionner le déplacement forcé de 50 000 personnes dans une région très tendue ethniquement, générera une évaporation (et donc des gaz à effet de serre) intense, et ne dispose pas d'une Etude d'Impact Environnementale crédible.

Alstom a demandé pour ses exportations dans le projet la garantie publique de la Coface, l'agence française d'assurance-crédit aux exportations. Cette dernière, du fait des violations massives par le projet des normes internationales en matière de grands barrages et de ses propres lignes directrices

¹¹ Voir http://www.probeinternational.org/pi/documents/three_gorges/who.html#wb

¹² Voir le rapport *Time to go green : Environmental responsibility in the Chinese banking sector*, Friends of the Earth US, mai 2007

¹³ Pour en savoir plus sur la campagne voir le site de International Rivers Network, membre affilié des Amis de la Terre International <http://www.irm.org/programs/merowe/>

¹⁴, l'a refusé ¹⁵. **Mais Alstom a finalement pu bénéficier d'une garantie de l'agence de crédit à l'exportation chinoise, China Exim.**

Alstom est donc bénéficiaire de la garantie chinoise et du projet. Au contraire, les populations locales sont victimes du projet. Mais le respect des normes internationales est également battu en brèche par Alstom, qui affiche pourtant simultanément (en France) ses engagements en matière de développement durable.

Alstom fait donc preuve d'un double jeu et d'une totale incohérence sur le respect des normes internationales concernant son activité.

L'exemple de la Chambre de Commerce américaine

La Chambre de Commerce américaine, représentant des multinationales parmi les plus importantes du monde, a fait pression en Chine contre l'amélioration des droits salariaux au motif que cela aurait des impacts économiques négatifs, réduirait la compétitivité et les conduirait à réduire leurs investissements.

On retrouve les mêmes arguments qui conduisaient les syndicats patronaux français à s'opposer à la journée de travail maximum de 12 h en 1848, il y a plus de 150 ans.

Un tel archaïsme au nom de multinationales qui affichent toutes des engagements sociétaux, responsables voire éthiques ne fait que rendre plus criant l'hypocrisie des acteurs privés occidentaux.

Si ces exemples portent sur des entreprises privées, il est également possible de le faire au sujet de plusieurs institutions publiques, notamment la Banque mondiale.

III. Pistes d'actions : les solutions possibles

L'émergence de la Chine à l'échelon international génère des risques et des opportunités nouveaux :

- opportunité de bousculer l'ordre établi par les pays riches pour les pays riches avant tout, archaïque mais tenace, illustré encore tout récemment par le refus des Etats-Unis de réformer le fonctionnement totalement obsolète de la Banque mondiale (datant de 1944), ou par la réforme lilliputienne du FMI en 2006 vantée par la France et le Royaume-Uni comme « la principale réforme » depuis 60 ans alors qu'elle ne change pratiquement rien à la répartition interne des pouvoirs ;
- risque que la Chine suive la voie tracée par les puissances dominantes actuelles (Etats-Unis en tête, qui montrent à maints égards la voie à éviter à tout prix), et devienne une nouvelle superpuissance nationaliste et unilatéraliste, sans égards pour les inégalités sociales et les destructions de l'environnement.

1. Acteurs publics

Agir par la diplomatie

¹⁴ Ces normes concernent l'information et la consultation des populations, l'obligation de réaliser une Etude d'Impact pour étudier et minimiser les impacts, le partage des bénéfices, etc.

¹⁵ Information confirmée par le responsable Environnement de la Coface

L'Etat français, dans ses relations bilatérales et au sein des institutions internationales, a un rôle diplomatique essentiel à jouer. Il doit avoir un positionnement très clair et très ferme sur la nécessité pour l'ensemble des Etats y compris la Chine de ratifier, respecter et mettre en oeuvre l'ensemble des conventions internationales sur les droits humains, du travail, environnementaux, etc.

Afin d'être crédible, il doit évidemment montrer l'exemple. Mais son rôle doit aller plus loin : l'exemplarité concerne la totalité des pays du G8 et de l'OCDE. Tant que les Etats-Unis ne signent pas la Convention des droits de l'enfant et le protocole de Kyoto, pourquoi la Chine le ferait ? Par cohérence, la France doit appeler fermement les pays riches à respecter le droit international et le multilatéralisme qui en découle en partie.

Agir par les achats publics

Les achats publics représentent 15% du PIB français. Un des éléments importants concernant les achats est lié aux garanties que leur fabrication et distribution sont effectuées dans des conditions qui respectent les droits humains et l'environnement.

Par exemple, un scandale a éclaté à Rennes en 2005 lors de la rénovation de voiries publiques. Du granite chinois a été préféré par le Conseil Régional, au détriment du granite produit localement. Le même Conseil Régional investit simultanément de l'argent public pour promouvoir et développer les entreprises et l'emploi local. Une telle incohérence dans ses propres choix le décrédibilise totalement

Plus simplement, les acteurs publics doivent, dans de nombreux secteurs, faire voler en éclat le cadre désastreux du moins disant strictement économique et court termiste, pour adopter des approches de mieux disant intégrant des plus values sociales et environnementales et une vision plus long terme.

Le Code des marchés publics a déjà été partiellement modifié pour aller dans ce sens. Il est possible que de nouvelles modifications soient nécessaires.

2. Acteurs économiques

Agir par les liens économiques croissants avec les entreprises chinoises

Que ce soit en Chine ou à l'international (en partenariat, joint venture, sous-traitance, clientèle, etc), les entreprises françaises ont de plus en plus de liens avec leurs homologues chinoises. Les entreprises reconnaissent désormais qu'elles ont une réelle responsabilité sociale et environnementale. Elles doivent donc y porter une attention extrême dans leurs relations avec des entreprises chinoises et en Chine même, où les droits sociaux et environnementaux sont extrêmement faibles ou violés, et où les approches volontaires des entreprises ont donc de l'importance.

Les entreprises françaises doivent également sensibiliser leurs homologues occidentales de l'urgence d'agir de la sorte. Les entreprises occidentales doivent avoir des positionnements clairs et fermes sur leurs exigences sociales et environnementales, et avoir une démarche proactive en direction de leurs homologues chinoises.

S'interdire d'agir par un lobbying limitant les améliorations sociales et environnementales

Les entreprises multinationales doivent s'interdire d'intervenir en Chine ou à l'échelle internationale pour limiter les améliorations sociales et environnementales nécessaires en Chine et dans les autres pays du Sud.

L'inverse ne ferait que décrédibiliser les multinationales des pays riches, et enverrait un signal désastreux à leurs homologues des pays émergents, en nombre croissant. L'exemplarité et la cohérence sont donc de mise.

3. Acteurs de la société civile

Agir par le renforcement des acteurs chinois

Le renforcement de la société civile en Chine est une priorité absolue : à la connaissance des Amis de la Terre, il n'existe pas d'exemple historique où des progrès sociaux, environnementaux et

démocratiques significatifs ont pu être obtenus uniquement grâce à la pression internationale externe, sans pression et sans transformation locale interne. Des éléments importants sont en train de se dérouler en Chine en la matière : il n'est plus une semaine sans un article dans les médias français (Le Monde, Courrier International, Libération ou autre) sur des plaintes, manifestations, campagnes, pressions de populations chinoises (généralement des villageois) contre des exactions jugées inacceptables. Deux secteurs semblent en être plus spécialement la cible : les mines (charbon) et les infrastructures (grands barrages).

Le gouvernement fédéral semble tolérer de manière croissante ces manifestations. Il semble que c'est l'inverse pour les gouvernements régionaux.

Renforcer les acteurs chinois existants, en développer de nouveaux, les soutenir et défendre leurs membres est dès lors prioritaire.

Internet semble jouer un rôle très important pour faire circuler l'information dans un pays aussi restrictif des libertés fondamentales.

Agir par des campagnes internationales

En outre, des campagnes internationales plus visibles, massives et nombreuses doivent faire pression sur les acteurs chinois (en particulier le gouvernement fédéral) en relayant et soutenant les demandes de la société civile chinoise.

Débats

Deux remarques de T. Pairault

- Sur les mines incriminées (dangers d'effondrement pour les travailleurs qui ont conduit à de multiples accidents mortels ces derniers temps), les catastrophes survenues concernent en réalité des mines « sauvages » privées. Les mines d'Etat offrent des conditions de travail relativement meilleures, tout comme les entreprises nationales plus généralement, dans lesquelles la protection sociale est de meilleure qualité. Ce n'est certes pas satisfaisant au regard des conventions internationales, mais on ne peut pas mettre sur le même plan les entreprises publiques et les activités économiques clandestines.
- Sur la question de la propriété (cf expropriations qui se produiraient dans le cadre des opérations d'aménagement urbain de grande envergure), il faut rappeler que la propriété n'existe toujours pas légalement en Chine. Il n'y a donc pas de marché (du foncier, du logement...). L'enjeu est en réalité selon de l'usage de la terre ou du sol, et de la reconnaissance et garantie du droit à cette utilisation.

Remarques de R. Benhaim

On perçoit en effet la Chine dans une perspective d'altérité mais d'autres facteurs sociologiques peuvent être dégagés pour comprendre la réalité du pouvoir et de la prise de décision au sein des élites chinoises :

- d'abord les dirigeants et chefs d'entreprise sont d'une grande jeunesse, qu'il s'agisse de techniciens, de patrons ou de chercheurs dans les grandes entreprises.
- Les femmes sont également très nombreuses
- Ces dirigeants et cadres font preuve d'une très grande adaptabilité et d'une extrême mobilité. Cela minimise les temps de décision, raccourcit les circuits.
- Le sentiment de chaos et de danger est très répandu parmi ces élites : ils se perçoivent eux-mêmes dans une situation de grande précarité politique, économique, internationale...
- On dit beaucoup que les Chinois démontrent un pragmatisme qui fait une différence nette dans les relations économiques et financières avec l'occident. Mais ce pragmatisme ne correspond pas parfaitement au pragmatisme anglo-saxon en fonction des seuls intérêts immédiats en termes de bénéfices et chiffres d'affaire.

Le capitalisme n'est pas en réalité le propre de la modernité occidentale. Il peut s'accomoder de nationnalisme.

C'est vrai que les exportations et la diaspora tirent la croissance. Mais les conflits se multiplient avec les sociétés étrangères, en particulier dans le champ de la propriété intellectuelle.

Par ailleurs le système financier chinois est une inconnue totale vue de l'extérieur.

Enfin il faut bien sur analyser les contradictions propres à la société chinoise, qui jouent un grand rôle dans la détermination des stratégies économiques à l'international.

Remarques de Gus

La société chinoise est profondément contradictoire comme toutes les sociétés. Mais on est à un moment particulier de l'Histoire.

Mais on doit aussi chercher à comprendre le rôle spécifique que joue la Chine dans les contradictions mondiales.

Il est faux de dire que les entreprises contrôlent la politique chinoise : elles pèsent en fonction des intérêts des dirigeants chinois et de leurs propres stratégies. Mais le gouvernement chinois existe bel et bien, il n'est pas démuné de capacités en raison de l'importance du secteur privé étranger.

En fait la Chine a choisi une voie capitaliste, mais anti-hégémonique si l'on raisonne dans la durée. La perception d'une concurrence entre la Chine et les USA est un aléa de la montée en épingle de cette perception de menace chinoise.

Par exemple en Afrique la Chine contribue à élargir le marché de la coopération ; cela ne va pas sans échecs et sans mauvaises pratiques, mais cette dimension est très importante ; elle brise l'hégémonie post-coloniale.

Surtout la Chine a montré la possibilité de se mouvoir dans l'espace mondial tel qu'il est, tout comme l'Inde d'ailleurs, sans renoncer aux politiques publiques, aux possibilités de planification et de choix nationaux.

Dans ce contexte nous n'avons pas (nous organisations de solidarité internationale) à faire front contre elle ! Il faut bien sur rester critique, dénoncer les violations des droits, appuyer les dynamiques locales quand elles existent, et négocier tout ce qui est possible pour améliorer la situation sociale et réduire les inégalités. Mais il ne nous appartient pas de faire le procès de la Chine, ou de donner du crédit à la logique de bouc-émissaire jouée par les grandes puissances occidentales.

Remarques de JM Joubier

D'abord il faut réaffirmer le droit au développement de la Chine contre toutes les tendances à lui dénier la possibilité de connaître une trajectoire de développement en raison de sa particularité (démographique, spatiale...).

La Chine a le droit fondamental de chercher par tous les moyens à nourrir sa population, c'est d'ailleurs un élément important dans les discours des officiels chinois.

Ensuite il ne faut surtout pas dissocier le social, de l'économique ou de l'environnemental. La Chine connaît, au même titre que tous les PED, un problème écologique majeur dans le choix de son modèle de développement. Il se traduit notamment par les immenses besoins en matières premières et les effets induits (économiques ou environnementaux) qu'il suscite.

Elle est également confrontée à un défi social de premier ordre, la réponse à celui-ci ressort largement des multinationales.

En fait la question chinoise pose plus généralement la question du développement mondial, et des modèles que nous pouvons construire dans un contexte d'inégalités sociales et de tensions écologiques majeures.

Remarques de F Viale

Il est en effet très important de contribuer à déconstruire le discours de la Chine comme bouc-émissaire.

En réalité la main occidentale est très active dans tous les problèmes que nous venons de citer. La question de la Chine est la nôtre, celle de nos choix politiques, de notre choix de développement.

Remarques de T Pairault

- Un des enjeux premiers est finalement peut être de banaliser la Chine, de l'aborder en tant que société comme toutes les autres.
- Dans le cas chinois le capitalisme est un processus de développement très concret, et non pas une démarche idéologique.
- Le constat que nous faisons d'une altérité n'est pas fondé dans une « substance » chinoise, mais c'est le produit d'une histoire, d'une formation politique, culturelle...
- Les licences et les brevets peuvent être le cœur du rapport de force avec la Chine. Elle est devenue l'atelier du monde mais son industrie est concentrée sur les processus de fabrication, qui ne représentent rien dans le coût d'un produit. La conception intellectuelle en revanche ne s'opère que très peu en Chine et la recherche appliquée est financée et effectuée à l'extérieur. C'est un enjeu de première importance pour la Chine, qui est très dépendante de la R&D externe ; cela peut donc être un terrain de négociations potentiel pour améliorer les droits économiques, sociaux et environnementaux.